

LE CONGRÈS DE LA C.G.T.

LA C.G.T. est la plus forte organisation de la classe ouvrière française. Ses militants dans les entreprises représentent plus des deux-tiers des travailleurs. Elle pourrait donc jouer un rôle considérable. Mais, suivant en cela une tradition spécifique au mouvement syndical combinée avec les méthodes organisationnelles stalinienne, la C.G.T. a une vie intérieure réduite à sa plus simple expression quand il s'agit des problèmes généraux les plus vitaux pour la lutte de la classe ouvrière. Il en résulte que, cette fois-ci encore, le Congrès de la C.G.T. n'a été qu'un congrès de l'appareil syndical, qui n'a pas préoccupé les masses ouvrières, pas même le gros des syndiqués, avant qu'il se tienne ; et ce congrès passera sans changer de façon notable l'état des choses.

Le rapport de Mauvais a été un fourre-tout, où toutes les questions sont mises

sur le même plan. Ainsi, on pense n'avoir rien oublié... si ce n'est de définir une ligne, c'est-à-dire les revendications essentielles, un programme d'action, les moyens d'action. Le discours final de Frachon n'a pas apporté quelque chose de plus, si ce n'est des propos d'autosatisfaction. Entre ces deux discours, le congrès a été rempli par une série d'interventions différant peu les unes des autres, et qui, pour la plupart, relevaient du type de mauvais discours d'agitation de permanents syndicaux.

Les luttes chez Peugeot, chez Berliet, à Nantes, etc., témoignent des difficultés qui existent effectivement à dresser le front unique d'une classe ouvrière aux conditions très diversifiées face à l'offensive combinée du patronat et du gouvernement. Il aurait fallu précisément une large discussion franchement permettant de mettre en lumière les expériences, les sentiments des

masses, de dégager dans toute la mesure du possible les éléments pour une résistance et un combat à l'échelle nationale. Sur ce point, l'appareil syndical de la C.G.T. est en retrait sur les bureaucrates des autres centrales qui se permettent de discuter certains problèmes, d'une manière qui, il est vrai, ne porte pas à conséquence. Pour les dirigeants de la C.G.T., l'essentiel paraît de vivre sur les positions acquises dans un passé de luttes et, si l'on ne dort pas tout à fait, c'est seulement parce qu'on veille à maintenir le minimum d'activité pour conserver ces positions acquises.

Cette position de la C.G.T. se situe sur le fond de toute la politique présente du P.C.F. On dénonce le pouvoir personnel au service des monopoles, mais on reconnaît en même temps des « aspects positifs » à la politique extérieure de ce pouvoir ; aussi n'insiste-t-on pas pour engager une lutte contre lui, d'autant plus qu'une telle lutte présenterait quelques difficultés et quelques risques. Enfin, dans cette adaptation au régime, on ose présenter comme des « victoires » les mesures démagogiques de De Gaulle en vue de la prochaine élection présidentielle : audience accordée à la

direction de la C.G.T., désignation de membres de la C.G.T. à quelques commissions, etc.

Sur ce congrès de la C.G.T., on peut encore faire certaines observations de détail. Tout d'abord le recrutement de jeunes ne paraît pas avoir eu d'effets sensibles dans la représentation au congrès — et, moins encore, dans l'appareil dirigeant. Ce n'est pas l'entrée au Bureau confédéral d'un Seguy remplaçant un Raynaud qui apporte beaucoup de sang frais.

Enfin, il faut noter le silence de Lebrun. C'était presque devenu une tradition que d'assister à chaque congrès de la C.G.T. à une controverse entre Frachon et Lebrun, sur le ton le plus amical, avant que Lebrun soit réélu unanimement au Bureau confédéral. Au fond, Lebrun visait à demander aux dirigeants stalinien de la C.G.T. d'être plus conséquemment droitiers, de s'affirmer carrément réformistes. Son silence à ce congrès ne signifie pas qu'il considère ses efforts vains ; il s'explique par le fait qu'il croit que l'évolution s'opère dans le sens désiré par lui et qu'il n'a rien à gagner à le dire ou à vouloir trop accélérer le processus qui est en cours.

L'organisation des cadres

LA Conférence nationale de l'UGIC (1) qui se tint en mai 1963 s'était donnée pour tâche une étude sur les revendications et le mode d'organisation des ingénieurs et cadres. Le congrès qui vient de se tenir — les 15 et 16 mai 1965 — a discuté des résultats des travaux engagés depuis 1963.

La première impression que donnent les textes du congrès est que les dirigeants ont tenu à mettre en évidence la nécessité d'une particularisation des revendications de cette couche de salariés. « Lorsque les ingénieurs, cadres et techniciens engagent une action, c'est essentiellement pour faire aboutir des revendications ou pour résoudre des préoccupations qui leur sont propres » ; bien entendu, ces actions étant dirigées contre le patronat, ne « s'opposent pas » à celles des ouvriers et employés qui ont des revendications « spécifiques ». Ainsi, les ingénieurs et cadres ayant des revendications particulières et différentes de celles des autres catégories de travailleurs, les travaux du congrès se déroulent « avec la seule perspective de répondre aux préoccupations des ingénieurs, cadres et

techniciens, de populariser une organisation seule apte à favoriser leur regroupement. » Quant aux formes d'action, elles seront définies en fonction « du niveau de combativité », et des « responsabilités individuelles » tant du point de vue technique que de celui du commandement exercé.

Les dirigeants de la CGT s'adressent donc à la masse des cadres sans faire la moindre différenciation entre les diverses catégories de ces salariés. Or, tous n'ont pas la même place dans le processus de production, et, en ne tenant pas compte de ce fait, on ne remet pas en cause cette pratique qui consiste à faire représenter le jeune ingénieur ou l'ingénieur « maison » par le directeur technique ou le chef de service, celui qui précisément fixe le salaire et règle l'avancement, en un mot qui tient la place du bras droit du patron. Ainsi peuvent se retrouver dans une même organisation le cadre supérieur — qui sans être propriétaire de moyens de production fait le jeu de l'exploiteur — et l'ingénieur débutant exploité ; le grand commis de l'Etat bourgeois et le petit cadre fonctionnaire. De plus, comme les formes d'action seront fonction des responsabilités individuelles — donc du rang — soyons certains que des

directeurs ou des chefs de service se sentiront plus tranquilles lorsqu'ils se trouveront devant la « nécessité » de licencier l'ingénieur trop actif sur le plan syndical, pour la « bonne marche de la maison » bien sûr.

Quant aux revendications, on peut dire que, dans leur ensemble, elles sont fondées : salaire lié à la fonction exercée et non au diplôme ; liberté d'opinion et possibilité de l'exercice du droit syndical même si l'entreprise travaille pour la défense nationale ; abolition du salaire forfaitaire. Toutefois on peut lire parmi les revendications qui visent l'amélioration du pouvoir d'achat : « l'établissement » d'un programme de logement qui permettrait à chacun de disposer d'un confort correspondant à son standing » ; proposons que si le chef du département dispose de quatre chambres et deux salons, le chef de service n'aura plus qu'un petit salon et trois chambres le jeune ingénieur débutant un grand studio à Passy ; quant au P2 tourneur une pièce cuisine au sixième correspondra à son standing.

Il est vrai qu'il ne manque pas de dirigeants ouvriers qui ne s'étonnent même pas qu'il y ait encore des wagons de première classe dans les trains soviétiques, et qui sont tout disposés à entretenir un solide esprit de caste parmi les ingénieurs et cadres.

Mais là n'est pas le plus important. Ce qui doit attirer notre attention, c'est le fait que l'on soit obligé de créer une organisation particulière aux cadres. Cer-

tains militants CGT se sont demandés si cette opération ne conduisait pas à la création d'une seconde CGC, s'il ne fallait pas mettre quelques garde-fous autour de l'UGIC, etc. Le problème est d'une autre taille : il s'agit de savoir à quelle condition les cadres peuvent apporter un appui effectif aux luttes ouvrières et s'intégrer réellement au mouvement ouvrier. Il faut donc comprendre que cette couche de salariés n'est, en fait, rien de plus qu'une partie de la petite bourgeoisie dont le rôle dans le processus de production, est celui d'une courroie de transmission entre le patronat et les travailleurs. En l'absence de grandes luttes ouvrières, cette catégorie de salariés n'a pas d'autre solution que de tenir son rôle et de se débrouiller par des pressions le plus souvent individuelles pour maintenir les avantages acquis et en obtenir de nouveaux. Mais il n'est pas fatal que les cadres soient des valets du patronat ; leur condition de salariés, leur position d'exploités les conduit à entrer en conflit avec les capitalistes. Et ce conflit ne prendra une forme nette que dans la mesure où la petite bourgeoisie verra le mouvement ouvrier en position de force et où les directions ouvrières prendront effectivement la tête des luttes anti-capitalistes. C'est donc la perspective de grands bouleversements sociaux qui amènera les ingénieurs et cadres à se ranger sur les positions du prolétariat et à s'intégrer au mouvement ouvrier.

A. V.

Congrès en chaine pour préparer l'après-gaullisme

LES congrès du M.R.P. et de la S.F.I.O. feront date : ils marquent l'un et l'autre le terme d'une évolution, la décision de leur propre fin et le premier de ces regroupements que nous évoquions dans un numéro précédent. Mais le bénéficiaire du rapprochement n'est pas, comme on pourrait le croire sur la foi des apparences, le parti de M. Defferre. Le M.R.P., dans sa démarche, reste fidèle à ses intérêts de classe, la S.F.I.O. a fait un pas important vers son total changement de camp social. Le M.R.P. a accepté la « fédération » de Gaston Defferre dans son essence en lui enlevant l'ornement de son étiquette « socialiste » et en précisant qu'elle devait par principe se refuser à toute alliance avec le P.C.F. Compte tenu des surenchères et des marchandages qui vont se dérouler dans le courant de juillet, le M.R.P. tente tout simplement de renouveler la formule qui était celle des gouvernements de la fin de la IV^e République, en particulier, celui de Mendès-France, qui ne « comptait » pas les voix du P.C., mais n'existait que par sa neutralité.

La nouveauté consisterait à solidifier l'union en l'enfermant à terme dans le cadre d'un seul parti, ce « parti démocrate » dont nous parlions le mois dernier, le parti du centre bourgeois, celui qui fournirait de « pacifiques » Johnson contre de « bellicistes » Eisenhower-de Gaulle. Même s'il fait mine d'accepter avec difficulté le retour du mot « socialiste » dans le nom de la fédération, même s'il se fait forcer la main pour accepter que l'on envisage dans l'avenir l'éventualité de prendre le P.C.F. comme force d'appoint, à condition que celui-ci donne des gages

de bonne volonté, le M.R.P. marquera des points sur un plan de classe dans cette union « déconfessionnalisante » (dans l'esprit du Concile) avec les francs-maçons radicaux et « socialistes » à la Defferre.

Au congrès de la S.F.I.O., par contre, la « gauche » s'est vue battue, et selon les mœurs de ce parti, Guy Mollet a préféré suivre le flot qui emportait son parti à droite — avec l'espoir, sans doute, de pouvoir encore torpiller l'opération Defferre — plutôt que de rompre avec l'aile bourgeoise technocratique. On ne pouvait rien attendre d'autre de la corruption profonde de ce parti, et nous avions annoncé cette issue. Cependant, les derniers militants ouvriers du P.S. croient encore les dirigeants qui les assurent que ce n'est pas là le premier pas vers le suicide de la « vieille maison ». A l'heure de la vérité, il y aura encore des ruptures. Celle de Marseille, lors des dernières élections municipales, en fait foi. La pilule s'avalerait peut-être plus aisément si une victoire de la « fédération » était possible aux présidentielles. Mais on sait qu'elle est mathématiquement impossible. La S.F.I.O. est donc vouée à de profonds déchirements.

Précisément, les héritiers se pressent à la porte : c'est du P.S.U. que nous voulons parler, qui tenait lui aussi son congrès à la Pentecôte, à Gennevilliers. Dans son discours de clôture, Gilles Martinet s'est écrié : « Si un certain socialisme est mort à Clichy, un autre s'est affirmé aujourd'hui même dans cette salle et c'est lui qui vaincra ». Ce congrès a condamné fermement la candidature Defferre et, timidement, la politique atlantique ; il a insisté davantage sur le programme que sur le candidat (il est vrai que c'est probable-

ment pour des raisons diplomatiques) et a assez nettement marqué sa volonté d'un front dont le P.C.F. serait partie intégrante. On pourrait trouver cette évolution favorable. Cependant, un glissement à droite d'un parti comme la S.F.I.O., parce qu'elle représente une faiblesse, voire un échec de la classe ouvrière, ne peut être sans conséquences pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Le P.S.U. a vu ses tendances se rapprocher, et, là encore, il pourrait sembler, au premier abord, que le langage durci de ce congrès marque un succès de la gauche. C'est tout le contraire qui est vrai. Le vide ouvert par l'évolution de la S.F.I.O. a appelé un langage différent et relativement ferme du P.S.U. Mais sitôt la minorité ralliée, elle s'est vue enchaînée et enfermée dans des décisions statutaires qui la briseront.

Les congrès terminés, les négociations vont se poursuivre grand train. Nul doute que Defferre ne parachève l'enterrement de la S.F.I.O. dans la fédération démocrate où elle sera d'autant plus noyée par les M.R.P. et les radicaux que les siens lui plongent la tête sous l'eau. De l'autre côté, le P.S.U. va s'efforcer de se faire prendre au sérieux par le P.C.F. De celui-ci dépend en définitive le succès de l'opération « candidat unique » soutenue par le P.S.U. et la Ligue des Droits de l'Homme, mais rien n'indique que le P.C.F. soit plus disposé aujourd'hui qu'hier à favoriser le « Parti Socialiste bis », en souscrivant à des conditions que ne lui impose aucun rapport de forces.

En tout état de cause, la défaite de tous les candidats anti-gaullistes est maintenant assurée aux élections présidentielles. Le seul problème qui subsiste donc,

à savoir, à quels regroupements serviront les alliances qui vont se nouer avant et au cours de cette campagne. Il est saisissant de voir quelle place infime les luttes difficiles des usines en grève ont tenu dans les deux congrès « socialistes ». Tout est pour l'instant confiné aux relations d'états-majors (avec ou sans troupes).

Le programme restant à définir, les militants auront encore là une possibilité d'intervention. C'est ce à quoi nous engageons pour notre compte nos lecteurs, amis et militants. La campagne pour les présidentielles pourrait encore changer de sens et prendre celui de première étape du redressement politique de la gauche socialiste si le programme pouvait monter de la base sur les deux axes les plus décisifs :

- Contre la politique économique gaulliste de soutien du grand capital et de restrictions : réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire — double échelle mobile maintenant nécessaire, celle du travail comme celle des salaires. Contre la stabilisation où les technocrates dissimulent les superbénéfices et refusent les revendications au nom des difficultés imaginaires, faisant payer aux travailleurs le rééquipement de l'industrie : contrôle ouvrier total de la production et de la gestion.

- Contre la politique impérialiste, celle des U.S.A. qui manifeste sous nos yeux son caractère contre-révolutionnaire cynique et sanglant, comme celle de De Gaulle qui ne fait quelque opposition à la politique U.S. que pour imposer sa « ligne » à l'O.T.A.N. : à bas les traités impérialistes, déchirons le Pacte atlantique.

M. DERVAL.